Aux Electeurs et Electrices de la Première Circonscription
de la Guadeloupe

Le 25 Novembre prochain, vous êtes appelés aux urnes pour la désignation d'un Député.

Cinq candidats briguent vos suffrages : Messieurs PAUL VALENTINO, FERNAND BALIN, MÉDARD ALBRAND, ANDRÉ NIRELEP et nous-même.

Le Parti Communiste qui défend les intérêts du monde du travail guadeloupéen avec une persévérance passionnée et une indéniable efficacité, nous a fait le très grand honneur de nous confirmer sa confiance et de nous désigner comme son porte-drapeau dans la première circonscription.

Le mode de scrutin uninominal de circonscription institué par la loi électorale nouvelle entraîne nécessairement, de la part de l'électeur, une option qui ne porte pas seulement sur les étiquettes et les programmes mais aussi sur les hommes.

Les mérites comparatifs des divers candidats, leur moralité, leur honnêteté, leur passé, leur compétence, ne peuvent pas ne pas entrer en ligne de compte. Dans ce domaine, il me paraît que votre choix est facile.

Nos adversaires n'oseront pas vous dire leur vrai programme. Ils vous cacheront qu'ils sont en réalité pour le maintien du Capitalisme et contre la transformation effective de la Société Capitaliste en une société sans exploitation de l'homme par l'homme.

Candidat Communiste, nous nous présentons à visage découvert devant l'électeur. Nous n'essayons pas de le tromper comme nos adversaires en nous faisant passer pour un défenseur des intérêts des travailleurs tout en étant un défenseur des intérêts fondamentalement opposés des Capitalistes exploiteurs.

Mais en attendant que vienne le moment où la Guadeloupe sera un pays socialiste, puis communiste, il faut se limiter à un programme de progrès social, objectif, raisonnable, réalisable.

La première condition du progrès de la Guadeloupe est bien entendu la Paix

Nous lutterons pour la fin de la Guerre d'Algérie et pour l'établissement d'une paix juste entre les peuples Algérien et Français. Nous lutterons pour la coexistence pacifique et le désarmement contrôlé.

La deuxième condition du progrès de notre pays est l'effort propre de son peuple, pour améliorer qualitativement et quantitativement le travail social.

Nous agirons au mieux dans le domaine psychologique, technique, économique et financier pour atteindre cet objectif. En toutes circonstances nous rappellerons à nos compatriotes le vieux et sage proverbe :

« Aide-toi, le ciel t'aidera ».

Mais la Guadeloupe, ne peut sortir de l'ornière et devenir un pays moderne sans une aide extérieure.

Cette aide extérieure technique, financière, économique, culturelle doit nous être consentie par la France.

Les investissements de la France ici ne peuvent que retourner à leur source, car nous achetons tout ou presque à la France.

Ces investissements constituent en réalité un excellent placement matériel et moral. A bien analyser, la France aurait intérêt à faire ici une politique de prestige, à choisir les

Antilles Françaises comme terre de démonstration de sa civilisation et de son génie.

Nous continuerons de tenter d'amener le Pouvoir Central à comprendre l'intérêt et l'urgence qu'il-y a à effacer les effets de trois siècles d'exploitation coloniale forcenée, de trois siècles d'erreurs politiques et économiques pour mériter enfin si possible la première place dans la compétition technique, sociale, culturelle qui oppose en fait dans la Caraïbe les civilisations latine et anglo-saxonne.

Nous lutterons, dans cet esprit, pour un accroissement et pour une orientation plus sociale des investissements.

L'article 73 de la nouvelle constitution, ayant posé le principe d'un statut législatif et administratif particulier pour les Départements d'Outre-Mer, nous veillerons à ce que soit progressivement réalisée, une décentralisation politique, démocratique qui accroisse **par étapes** dans tous les domaines les pouvoirs de notre Assemblée Départementale.

Dans le même ordre d'idées, nous demeurons partisan de la délégation des pouvoirs des Administrations centrales des Ministères aux Administrations locales, et même de l'accroissement des pouvoirs du Préfet **dans certains domaines très particuliers**, dans l'intéret d'une meilleure et plus rapide Administration.

Sur le plan des revendications du monde du travail, nous défendrons les salariés, les Artisans, les marins-pêcheurs, les fonctionnaires, les classes moyennes. Nous lutterons contre la spoliation dont sont victimes les planteurs de cannes et de bananes.

Nous continuerons de nous opposer au projet d'ordonnance tendant à faire régler le prix de la tonne de cannes à la richesse saccharine.

Le développement de l'agriculture et du tourisme sera une de nos préoccupations dominantes.

Nous continuerons notre politique familiale et sociale, en nous réservant le droit d'attirer l'attention de nos Compatriotes sur la polynatalité et la démographie pléthorique.

Nous aiderons les jeunes actuellement condamnés à l'expatriation à se former un avenir dans le pays.

Au nom de la dignité de notre peuple, nous décuplerons la lutte pour le respect du suffrage universel, condition première de l'établissement d'une véritable démocratie.

Tels sont les engagements que nous prenons solennellement devant le corps électoral de la 1re Circonscription.

ELECTEURS, ELECTRICES, à vous d'exercer avec sagesse et lucidité votre CHOIX ! !

VOUS êtes responsables de votre avenir, de celui de vos familles et de celui du Pays.

Docteur Rosan GIRARD ;
Ancien Secrétaire de l'Assemblée Nationale,
Député sortant,
Maire du Moule.

Imp. Commerciale - Jérôme LAUTRIC - Pointe-à-Pitre